

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 23/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

avenue des Frères Lumière - ZAC des Chabauds
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D-00654-2022
Code AIOT : 0006401268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 CAVAILLON. L'inspection a été annoncée le 10/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 CAVAILLON
- Code AIOT : 0006401268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lafarge Granulats SAS exploite une carrière aux lieu-dits « plan de perussis » et « les iscles du temple », sur la commune de Cavaillon.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510, de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 et de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°44 du 23 avril 1997 et n°33 du 8 avril 2002, modifiés par les arrêtés complémentaires du 21 mai 2015, du 26 septembre 2018 et du 10 mai 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- cessation partielle d'activité, chemin d'accès au plan d'eau de pêche

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	remise en état	Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 13	/	Sans objet
2	interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats effectués le 13 décembre 2022, les travaux réalisés dans le cadre de la cessation partielle d'activité de la carrière exploitée par la société Lafarge Granulats SAS, aux lieu-dits « plan de perussis » et « les iscles du temple » sur la commune de Cavaillon, se révèlent conformes aux prescriptions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, ainsi qu'à celles de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2002.

La visite du site a permis de confirmer les éléments fournis dans le dossier pour ce qui concerne la remise en état de 4 893 m² de terrains, situés sur les parcelles BK 18, 19, 21, 57, 202 et 203.

En conséquence, il peut désormais être considéré que l'exploitant a satisfait à ses obligations, au regard des dispositions prévues par la réglementation relative aux installations classées, pour les terrains précités.

Par ailleurs, l'inspection rappelle, qu'en vertu des dispositions de l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement madame la Préfète peut imposer à l'exploitant les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, à tout moment, même après la remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : remise en état

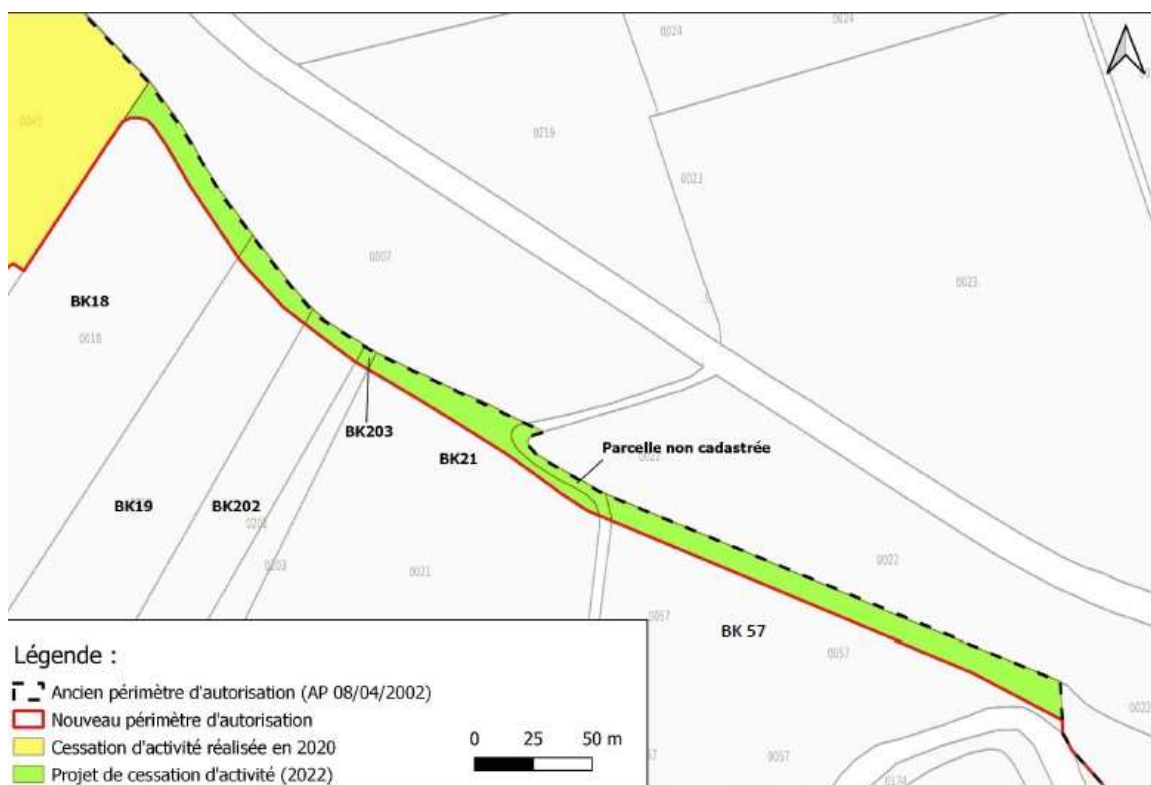
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fin d'exploitation tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation. La remise en état doit être conforme aux dispositions prévues dans le dossier de demande d'autorisation. Elle doit être coordonnée à l'exploitation suivant le plan de phasage annexé au présent arrêté et comporter notamment les opérations suivantes : - la mise en sécurité des fronts d'extraction, - le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état, - l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage compte-tenu de la vocation ultérieure du site.

Au final elle devra être conforme au plan en date du 22 novembre 2001 annexé au présent arrêté.

Constats : Par courrier du 4 avril 2022, l'exploitant a transmis un mémoire de cessation partielle d'activité, concernant le chemin d'accès au plan d'eau nord, ayant déjà fait l'objet d'une cessation d'activité en 2020 (plan d'eau de pêche restitué à la commune). A travers ce mémoire, l'exploitant indique que :

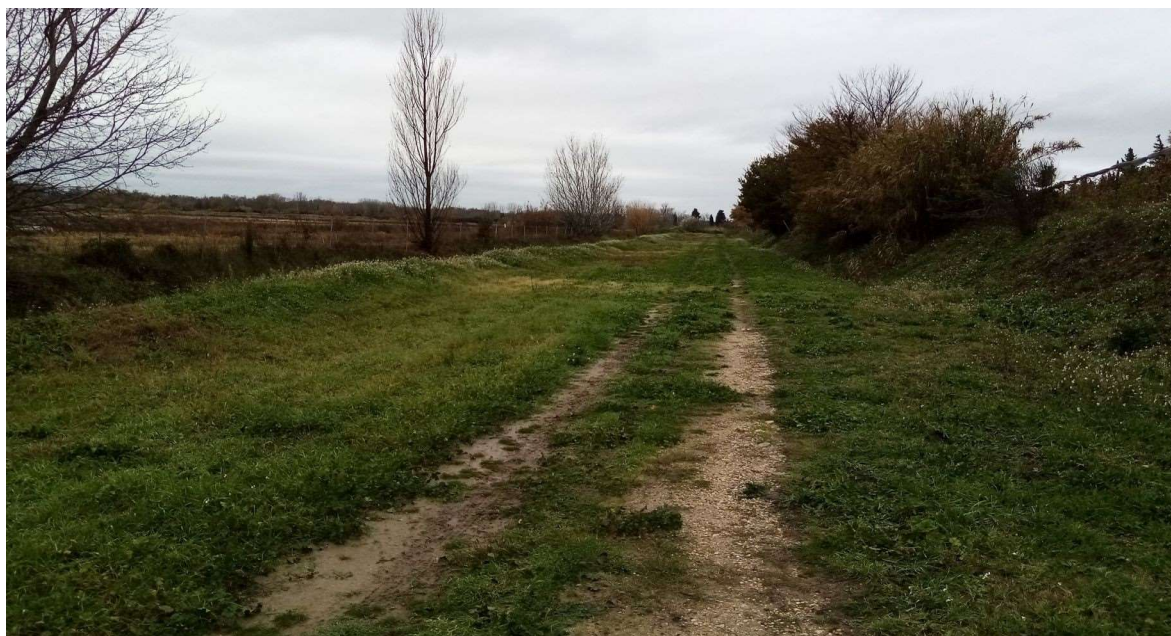
- la cessation partielle porte sur 4 893 m² situés sur les parcelles BK 18, 19, 21, 57, 202 et 203 ;
- la piste est située au sein du périmètre autorisé par l'arrêté du 8 avril 2002 mais à l'extérieur du périmètre clôturée ;
- ces terrains n'ont pas fait l'objet d'opérations d'extraction, mais ont servi uniquement à la circulation des véhicules. Ainsi, aucune opération particulière de remise en état n'a été nécessaire ;
- aucun déchet n'a été entreposé sur ces terrains ;
- les terrains sont placés dans un état ne portant pas atteintes aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Les 4 893 m² de terrains concernés par la cessation partielle d'activité sont matérialisés en vert sur le plan ci-après :





Chemin d'accès objet de la cessation partielle (à gauche), carrière restant en exploitation (à droite)



Chemin d'accès objet de la cessation partielle (carrière restant en exploitation à gauche)

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, interdiction d'accès

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger doit être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'une clôture continue le long des terrains objets de la cessation partielle d'activité, ainsi que la présence de panneaux signalant les dangers associés à la carrière.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet